



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT DURABLE  
et des POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

N° 2008.117

### **ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007.139 du 30 novembre 2007 autorisant la Société PIMEST à poursuivre l'exploitation d'une unité de revêtement par peinture, métallisation de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 février 2008 ;

Considérant que les dispositions des articles 2.5, 3.2.2.1, 5.1.3, 7.4.3 et 8.1.1 de l'arrêté susvisé ont été enfreintes ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### **ARRÊTE :**

#### Article 1<sup>er</sup> :

La Société PIMEST située à LONGLAVILLE est mise en demeure

- sous un délai de deux semaines, de procéder à la mise sur rétention des fûts de peinture et enduits, conformément à l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral n° 2007/139 du 30 novembre 2007,

../...

- sous un délai de deux semaines, de modifier les conditions de stockage des déchets situés à l'extérieur du bâtiment avant leur évacuation par un éliminateur agréé, conformément à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2007/139 du 30 novembre 2007,
- sous un délai de deux semaines, de transmettre un rapport circonstancié de l'incident ayant conduit au déversement de fuel au droit des compresseurs, conformément à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2007/139 du 30 novembre 2007,
- sous un délai d'un mois, de procéder aux analyses complémentaires du sol, conformément aux prescriptions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007/139 du 30 novembre 2007,
- sous un délai de trois mois, de procéder à la mise en place d'un dispositif de captation et de traitement des effluents atmosphériques de la halle peinture, conformément à l'article 3.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007/139 du 30 novembre 2007.

#### Article 2 :

Faute pour la Société PIMEST de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

#### Article 3 :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

#### Article 4:

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la Société PIMEST

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de LONGLAVILLE

NANCY, le 27 FÉV 2008

Le Préfet,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 pour le secrétaire général absent,  
 Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,

Jérôme NORMAND